



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

relations entre la France et la Russie

Question au Gouvernement n° 702

Texte de la question

RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LA RUSSIE

M. le président. La parole est à M. Alain Tourret, pour le groupe La République en marche.

M. Alain Tourret. Monsieur le Premier ministre, madame la ministre chargée des affaires européennes, les relations diplomatiques entre la France et la Russie traversent une zone de fortes turbulences.

L'alliance de la France et de la Russie fut longtemps le pivot de notre politique étrangère, mais l'incompréhension l'emporte désormais. En Syrie, l'appui total, pour ne pas dire excessif, de M. Poutine à M. Bachar el-Assad a permis à la Russie de devenir l'arbitre de cette situation conflictuelle ; et comment ne pas rappeler qu'en Ukraine, notre appui donné à ce pays dans la crise de Crimée n'a pas débouché sur des résultats tangibles ?

Un ancien Président de la République vient, dans un journal du soir, de stigmatiser la Russie, qui « face à l'inertie des pays occidentaux appuie cyniquement le régime d'el-Assad et contribue aux exactions. Nous laissons la Russie avancer sans réagir. Si la Russie est menaçante, elle doit être menacée. »

Les sujets de désaccord entre la France et la Russie s'aggravent d'autant plus que la Russie vient de décider l'élimination physique de certains opposants russes sur le sol anglais. Le ministre britannique des affaires étrangères a dénoncé l'utilisation d'un gaz innervant, une première sur le continent européen depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Le Royaume-Uni ne reste pas inactif et vient de riposter en expulsant vingt-trois diplomates russes et en annonçant son boycott partiel du prochain Mondial de football, qui se déroulera en Russie. La Grande-Bretagne souhaite naturellement avoir l'appui de ses alliés traditionnels qui, à l'instar de la France, affichent leur solidarité.

Monsieur le Premier ministre, madame la ministre chargée des affaires européennes, quelle politique la France compte-t-elle mener envers la Russie ? Si sanctions il doit y avoir, lesquelles préconise-t-elle ? Quelles initiatives compte-t-elle prendre au plan européen et au sein du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre chargée des affaires européennes.

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes. Monsieur le député, Vladimir Poutine a été réélu il y a quelques jours à la tête de la Fédération de Russie. C'est l'occasion de poursuivre, avec le Président russe et les autorités russes, un dialogue exigeant, en les appelant à un comportement responsable sur la scène internationale. C'est ce qu'a fait le Président de la République en téléphonant au Président Poutine et en lui

rappelant nos attentes concernant l'ensemble des crises que vous avez décrites.

S'agissant de la Syrie, la Russie a voté la résolution 2401 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, qui appelle à un cessez-le-feu en Syrie – cessez-le-feu qui continue à être régulièrement violé.

En Ukraine, en dépit de l'engagement international, en particulier celui de la France et de l'Allemagne, la résolution de la crise ne progresse pas.

Enfin, toute la lumière doit être faite sur la tentative d'assassinat dont deux ressortissants britanniques d'origine russe ont été victimes à Salisbury, au Royaume-Uni. Vous l'avez souligné : c'est la première fois depuis 1945 qu'un agent neurotoxique est utilisé en Europe. Or cet agent a été développé en Russie. Nous appelons les autorités russes à faire toute la lumière tant sur la production que sur l'utilisation de cet agent neurotoxique et à se conformer à l'enquête qui a été dépêchée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

M. Pierre Cordier. Ce n'était pas la question !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Le Conseil européen se réunira demain et après-demain ; ce sera l'occasion pour le Président de la République de s'entretenir à nouveau de la question avec ses homologues.
(*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Tourret](#)

Circonscription : Calvados (6^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 702

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 mars 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [21 mars 2018](#)